

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2009 — 749

[2009/200791]

29 JANVIER 2009. — Arrêté du Gouvernement wallon portant exécution du décret du 3 juillet 2008 relatif à la lutte contre la maltraitance des personnes âgées

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 3 juillet 2008 relatif à la lutte contre la maltraitance des personnes âgées;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 7 juillet 2008;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 17 juillet 2008;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 5 novembre 2008, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, modifiées par la loi du 2 avril 2003;

Sur la proposition du Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — Dispositions générales

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle, en vertu de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128, § 1^{er}, de celle-ci.

Art. 2. Pour l'application du présent arrêté, il convient d'entendre par :

1^o "décret" : le décret du 3 juillet 2008 relatif à la lutte contre la maltraitance des personnes âgées;

2^o "Gouvernement" : le Gouvernement wallon;

3^o "Ministre" : le Ministre qui a la Politique des seniors dans ses attributions;

4^o "administration" : la Direction générale opérationnelle Pouvoirs locaux, Action sociale et Santé du Service public de Wallonie;

5^o "agence" : l'Agence wallonne de lutte contre la maltraitance des personnes âgées telle que visée à l'article 3 du décret.

CHAPITRE II. — Conditions de reconnaissance de l'agence

Art. 3. L'agence est reconnue à sa demande par le Ministre si :

1^o elle est constituée sous la forme d'une association sans but lucratif. Son siège social est fixé à Namur;

2^o elle dispose d'un conseil d'administration composé notamment :

- de cinq représentants du Gouvernement, dont deux représentants du Ministre;

- de quatre représentants d'associations actives dans le secteur du troisième âge;

- de maximum 2 représentants d'opérateurs régionaux publics à vocation statistique;

3^o elle dispose d'une équipe composée au moins :

- d'un directeur ou d'une directrice porteur d'un diplôme universitaire ayant une expérience utile dans la fonction;

- de trois équivalents temps plein titulaires de diplômes universitaires ou équivalents;

- des travailleurs sociaux porteurs du diplôme d'assistant social ou d'infirmier en santé communautaire à raison de cinq équivalents temps plein;

- d'un(e) secrétaire à raison d'un équivalent temps plein.

Art. 4. La demande de reconnaissance est adressée par lettre recommandée ou tout moyen conférant date certaine à l'envoi au Ministre, lequel statue dans les deux mois après avoir, s'il échet, déterminé la composition du jury de sélection visé à l'article 5 du décret.

Le Ministre peut suspendre ou retirer la reconnaissance de l'agence aux conditions visées à l'article 6 du décret.

La suspension ou le retrait de la reconnaissance est susceptible d'un recours auprès du Gouvernement. Celui-ci doit être introduit par envoi recommandé ou par tout moyen conférant date certaine à l'envoi, dans les deux mois de la notification de la décision querellée, auprès du Ministre qui le soumet au Gouvernement.

Le recours contient :

1^o les nom, qualité, demeure ou siège de la partie requérante;

2^o l'objet du recours et un exposé des faits et des moyens;

3^o une copie de la décision querellée.

Le Gouvernement statue dans un délai de trois mois à dater de l'introduction du recours. Le Ministre notifie la décision du Gouvernement au requérant.

CHAPITRE III. — Modalités de couverture territoriale

Art. 5. L'agence est tenue d'assurer une couverture géographique territoriale par la mise en place d'antennes décentralisées à raison d'au moins une par province.

Si le nombre d'habitants, la configuration géographique ou la concentration des problématiques rencontrées par l'agence le requiert, celle-ci peut procéder à l'ouverture d'une ou plusieurs antennes supplémentaires dans la même province. Elle en informe préalablement le Ministre.

Art. 6. Chaque antenne, dont la publicité sera assurée notamment via le site de l'agence, est destinée à assurer le contact local avec le public.

Le contact avec le public doit être complété par l'existence d'un numéro vert les jours ouvrables entre 9 heures et 12 heures puis entre 13 heures et 16 heures garantissant à chacun l'accessibilité des services proposés par l'agence.

CHAPITRE IV. — *Conditions et modalités de subventionnement de l'agence*

Art. 7. Dans la limite des crédits budgétaires, le Ministre est habilité à octroyer annuellement une subvention couvrant les frais de personnel et de fonctionnement de l'agence. Il vérifie préalablement si les pièces justificatives visées à l'alinéa 2 du présent article lui ont été remises dans les délais requis et si toute modification apportée aux statuts et à la composition du personnel subventionné lui a été communiquée.

Les subventions sont accordées par année civile à l'agence si elle remplit les obligations suivantes :

1° transmettre à l'administration, au plus tard le 30 avril de l'année suivant l'année à laquelle il se rapporte, le rapport visé à l'article 5 du décret;

2° communiquer annuellement à l'administration les informations suivantes relatives à l'exercice écoulé :

- avant le 30 avril, les pièces justificatives des salaires et charges patronales des personnes admissibles aux subventions ainsi que les preuves de paiement; les pièces justificatives des frais de fonctionnement et les preuves de paiement;

- avant le 30 juin, les comptes annuels approuvés, tels qu'imposés par la réglementation relative aux associations sans but lucratif.

Art. 8. § 1^{er}. Les dépenses de personnel, destinées à couvrir les frais de personnel de l'équipe visée à l'article 4, 3°, du décret, ne seront prises en considération qu'à concurrence des échelles barémiques précisées dans l'annexe au présent arrêté. Les subventions pour dépenses de personnel couvrent, à concurrence de 100 % :

1° le salaire brut du personnel;

2° les charges de sécurité sociale patronale, celles relatives au pécule de vacances, à la prime de fin d'année, aux autres frais divers liés aux obligations afférentes aux conventions collectives de travail signées dans le cadre de la commission paritaire dont relève l'agence, aux autres obligations légales relatives au personnel et aux frais de secrétariat social, plafonnées à 54 % des dépenses visées au 1°.

Les membres du personnel peuvent se voir attribuer une ancienneté de service pour l'expérience utile acquise dans leur emploi. En outre, une ancienneté pécuniaire peut être reconnue conformément aux dispositions applicables au personnel de la Région wallonne.

§ 2. Ne sont admissibles au titre de frais de personnel que les dépenses relatives au personnel engagé sous contrat de travail et non déjà prises en charge dans le cadre de toute mesure d'aide à l'emploi quel que soit le pouvoir subsidiant.

Art. 9. Les frais de fonctionnement sont pris en considération dans la mesure où ils permettent à l'agence de remplir ses missions par des dépenses courantes ou de capital. Les frais de fonctionnement sont fixés annuellement à un montant maximum de 300.000 euros.

Celui-ci est indexé annuellement, conformément à l'indice santé.

Art. 10. Les subventions de personnel et de fonctionnement afférentes à l'année de la subvention font l'objet de deux avances semestrielles équivalentes chacune à 45 % du subsidie estimé sur la base des dépenses afférentes à l'année précédente. Le solde de la subvention est liquidé avant le 1^{er} octobre de l'année suivante, après vérification des justificatifs des dépenses.

Art. 11. Si les obligations prévues par le chapitre IV du décret ne sont pas remplies, le Ministre peut réduire ou suspendre les subventions. Il en informe préalablement l'agence par lettre recommandée ou tout moyen conférant date certaine de l'envoi.

L'agence dispose d'un délai de trente jours à dater de la réception de la proposition de réduction ou de suspension pour transmettre par lettre recommandée ou par tout moyen conférant date certaine de l'envoi ses observations écrites au Ministre.

Le Ministre statue dans les trente jours suivant la réception des observations précitées. La décision de réduction ou de suspension est notifiée à l'agence par lettre recommandée ou par tout moyen conférant date certaine de l'envoi.

CHAPITRE V. — *Dispositions transitoires et finales*

Art. 12. Chaque année, au moins une réunion est organisée avec l'administration en vue de fixer les modalités de collaboration avec l'agence, notamment celles liées au respect des échéances prévues par le décret et par le présent arrêté.

Art. 13. Les membres du personnel, qui le souhaitent, de l'ASBL "Centre d'Aide aux Personnes âgées maltraitées", de l'ASBL "Service de Coordination des Soins à Domicile de la Ville de Charleroi" et de la Société coopérative "Association intercommunale de Santé de la Basse-Sambre", affectés à la lutte contre la maltraitance des personnes âgées sont transférés dans le respect des conditions de qualifications visées à l'article 3, 3°, à l'Agence.

Ils conservent l'ancienneté pécuniaire et de service dont ils bénéficiaient avant leur transfert.

Toutefois, ils ne conservent les avantages liés à l'exercice d'une fonction que pour autant que les conditions de leur octroi subsistent à l'agence.

Art. 14. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*, hormis l'article 3, 1°, seconde phrase, qui entre en vigueur le 1^{er} janvier 2010.

Art. 15. Le Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 29 janvier 2009.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Action sociale, de la Santé et de l'Egalité des Chances,
D. DONFUT

Annexe : échelle des traitements du personnel de l'agence

Les échelles de traitements du personnel de l'agence ne seront prises en compte qu'à concurrence des échelles barémiques, soit de la commission paritaire dont relève l'agence, soit du Service public de Wallonie, catégories suivantes :

1. Directeur : A4;
2. Attaché : A6;
3. Gradué : B3.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 janvier 2009 portant exécution du décret du 3 juillet 2008 relatif à la lutte contre la maltraitance des personnes âgées.

Namur, le 29 janvier 2009.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Action sociale, de la Santé et de l'Égalité des Chances,
D. DONFUT

—————
VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2009 — 749

[2009/200791]

29 JANUARI 2009. — Besluit van de Waalse Regering tot uitvoering van het decreet van 3 juli 2009 betreffende de bestrijding van de mishandeling van bejaarde personen

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 3 juli 2008 betreffende de bestrijding van de mishandeling van bejaarde personen;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 7 juli 2008;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 17 juli 2008;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 5 november 2008, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, gewijzigd bij de wet van 2 april 2003;

Op de voordracht van de Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen

Artikel 1. Dit besluit regelt krachtens artikel 138 van de Grondwet een materie bedoeld in artikel 128, § 1, ervan.

Art. 2. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1. "decreet" : het decreet van 3 juli 2008 betreffende de bestrijding van de mishandeling van bejaarde personen;
2. "Regering" : de Waalse Regering;
3. "Minister" : de Minister bevoegd voor het Bejaardenbeleid;
4. "bestuur" : het Operationele Directoraat-generaal Plaatselijke Besturen, Sociale Actie en Gezondheid van de Waalse Overheidsdienst;
5. "agentschap" : het Waalse Agentschap belast met de bestrijding van de mishandeling van bejaarde personen zoals bedoeld in artikel 3 van het decreet.

HOOFDSTUK II. — Voorwaarden voor de erkenning van het agentschap

Art. 3. Het agentschap wordt op eigen verzoek door de Minister erkend onder de volgende voorwaarden :

- 1° het is opgericht als een vereniging zonder winstoogmerk. Zijn maatschappelijke zetel is gevestigd te Namen;
- 2° het beschikt over een raad van bestuur samengesteld uit :
 - vijf vertegenwoordigers van de Regering, waarvan twee vertegenwoordigers van de Minister;
 - vier vertegenwoordigers van verenigingen die actief zijn in de sector van de derde leeftijd;
 - hoogstens twee vertegenwoordigers van openbare regionale operatoren met een statistische opdracht;
- 3° het beschikt over een team samengesteld uit minstens :
 - een directeur of een directrice die houder is van een universitair diploma met een voor de functie nuttige beroepservaring;
 - drie voltijds equivalenten die houder zijn van een universitair diploma of gelijkwaardig;
 - maatschappelijke werkers die houder zijn van een diploma van maatschappelijk assistent of van sociaal verpleegkundige met een maximum van vijf voltijdse equivalenten;
 - een secretaris(-esse) met een maximum van een voltijds equivalent.

Art. 4. De erkenningsaanvraag wordt bij aangetekend schrijven of via elk ander middel waarbij de zending wordt bewezen ter kennis gebracht van de Minister, die zich uitspreekt binnen twee maanden nadat hij, in voorkomend geval, de samenstelling van de in artikel 5 van het decreet bedoelde selectiejury heeft bepaald.

De Minister kan de erkenning van het Agentschap opschorten of intrekken volgens de voorwaarden bedoeld in artikel 6 van het decreet.

Bij opschorting of intrekking van de erkenning kan een beroep bij de Regering ingediend worden. Dit beroep moet per aangetekend schrijven of via elk ander middel waarbij aan de zending een vaste datum wordt verleend bij de Minister worden ingediend binnen een termijn van twee maanden na kennisgeving van de omstreden beslissing. De Minister legt het voor aan de Regering.

Het beroep vermeldt :

- 1° de naam, hoedanigheid, woonplaats of zetel van de eisende partij;
- 2° het voorwerp van het beroep en een uiteenzetting van de feiten en middelen;
- 3° een afschrift van de omstreden beslissing.

De Regering beslist binnen een termijn van drie maanden, die ingaat op de datum van indiening van het beroep. De Minister geeft de aanvrager kennis van de beslissing van de Regering.

HOOFDSTUK III. — *Modaliteiten betreffende de territoriale dekking*

Art. 5. Het Agentschap is gehouden een territoriale geografische dekking te verzekeren door het oprichten van minstens één gedecentraliseerde antenne per provincie.

Het Agentschap kan één of meer bijkomende steunpunten openen in hetzelfde provincie in functie van het aantal inwoners, de geografische configuratie of de concentratie van verschillende problematieken die zij tegenkomt. "Elle en informe préalablement le Ministre." Het licht er de Minister vooraf over in.

Art. 6. Elk steunpunt, waarvan de reclame meer bepaald verzorgd wordt via de website van het agentschap, moet het plaatselijk contact met het publiek verzorgen.

Het contact met het publiek moet aangevuld worden met een groen nummer dat op werkdagen bereikbaar is tussen 9 en 12 uur en tussen 13 en 16 uur, waarbij elkeen de toegang tot de door het agentschap voorgestelde dienstverlening gegarandeerd wordt.

HOOFDSTUK IV. — *Voorwaarden en nadere regels voor de subsidiëring van het agentschap*

Art. 7. Binnen de perken van de begrotingskredieten is de Minister gemachtigd jaarlijks een subsidie te verlenen om de personeels- en werkingskosten van het agentschap te dekken. Hij gaat voorafgaandelijk na of de verantwoordingsstukken waarvan sprake in lid 2 van dit artikel hem overgemaakt zijn binnen de vereiste termijn en of elke wijziging in de statuten en de samenstelling van het gesubsidieerde personeel hem is medegedeeld.

De subsidies worden per kalenderjaar verleend aan het agentschap als het de volgende verplichtingen nakomt :

1° de administratie uiterlijk tegen 30 april van het jaar na dat waarop het betrekking heeft, het verslag overmaken waarvan sprake in artikel 5 van het decreet;

2° jaarlijks de administratie kennis te geven van de volgende gegevens betreffende het afgelopen boekjaar :

- vóór 30 april, de bewijsstukken van de lonen en van de werkgeverslasten van de personen die in aanmerking komen voor subsidies en de bewijsstukken van de betaling, alsook die van de werkingskosten en de betalingsbewijzen;

- voor 30 juni, de goedgekeurde jaarrekeningen zoals opgelegd bij de regelgeving over de verenigingen zonder winstoogmerk.

Art. 8. § 1. De personeelsuitgaven ter dekking van de personeelskosten van het team bedoeld in artikel 4, 3°, van het decreet worden slechts in overweging genomen ter hoogte van de weddenscalen opgegeven in de bijlagen bij dit besluit. De subsidies voor de personeelsuitgaven dekken, ter hoogte van 100 % :

1° de brutowedde van het personeel;

2° de werkgeversbijdragen aan de RSZ, de bijdragen betreffende het vakantiegeld, de eindejaarspremie, de andere diverse kosten in verband met de verplichtingen betreffende collectieve arbeidsovereenkomsten ondertekend in het kader van de paritaire commissie waaronder het agentschap ressorteert en de andere wettelijke verplichtingen betreffende het personeel en de sociale secretariaatskosten, beperkt tot 54 % van de uitgaven bedoeld in 1°.

De personeelsleden kunnen een dienstanciënniteit toegekend krijgen voor de nuttige ervaring die ze in hun betrekking verworven hebben. Daarnaast kan er een geldelijke anciënniteit worden erkend overeenkomstig de bepalingen geldend voor het personeel van het Waalse Gewest.

§ 2. De uitgaven voor personeel in dienst genomen middels een arbeidscontract worden als personeelskosten die niet overgenomen worden in het kader van elke maatregel inzake werkgelegenheidsondersteuning komen niet in aanmerking als personeelskosten, ongeacht de subsidiërende overheid.

Art. 9. De werkingskosten worden overgenomen voor zover ze het agentschap in staat stellen zijn opdrachten te vervullen via lopende of kapitaalsuitgaven. De werkingskosten worden jaarlijks vastgelegd op een maximumbedrag van 300.000 euro.

Dit bedrag wordt jaarlijks aangepast aan de schommelingen van de gezondheidsindex.

Art. 10. Voor de personeels- en werkingssubsidies met betrekking tot het studiejaar worden twee halfjaarlijkse voorschotten betaald gelijk aan elk 45 % van de subsidie geraamd op grond van de uitgaven met betrekking tot het vorige jaar. Het saldo van de subsidie wordt vereffend vóór 1 oktober van het volgende jaar na verificatie van de verantwoordingsstukken voor de uitgaven.

Art. 11. Als de verplichtingen bepaald bij hoofdstuk IV van het decreet niet nagekomen worden, kan de Minister de subsidies verminderen of opschorten. Hij licht er het agentschap voorafgaandelijk bij aangetekend schrijven of elk middel waarbij een vaste datum aan de zending wordt verleend, over in.

Het agentschap beschikt over dertig dagen, te rekenen van de datum van ontvangst van het voorstel tot vermindering of opschorting, om zijn schriftelijke opmerkingen bij aangetekend schrijven of elk middel waarbij een vaste datum aan de zending wordt verleend aan de Minister mee te delen.

De Minister beslist binnen dertig dagen na ontvangst van die opmerkingen. De beslissing tot vermindering of opschorting wordt bij aangetekend schrijven of elk middel waarbij een vaste datum aan de zending wordt verleend aan het agentschap medegedeeld.

HOOFDSTUK V. — *Overgangs- en slotbepalingen*

Art. 12. Jaarlijks wordt er minstens één vergadering met de administratie gehouden om de nadere samenwerkingsregels met het agentschap vast te leggen, meer bepaald de regels inzake de naleving van de vervaldagen bepaald bij het decreet en bij dit besluit.

Art. 13. De personeelsleden die zulks wensen van de VZW "Centre d'aide aux personnes âgées maltraitées", de VZW "Service de Coordination des Soins à Domicile de la Ville de Charleroi" en de coöperatieve vennootschap "Association intercommunale de Santé de la Basse-Sambre" die ingezet worden bij de bestrijding van de mishandeling van de bejaarde personen worden overgeheveld met inachtneming van de voorwaarden van de kwalificaties waarvan sprake in artikel 3, 3°, van het Agentschap.

Ze behouden de geldelijke en de dienstanciënniteit die ze vóór hun overheveling genoten.

Ze behouden de voordelen verbonden aan de uitoefening van een functie evenwel enkel voor zover de voorwaarden voor verlening ervan bij het agentschap blijven bestaan.

Art. 14. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt, behoudens artikel 3, 1°, tweede volzin, die in werking treedt op 1 januari 2010.

Art. 15. De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 29 januari 2009.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Sociale Actie, Gezondheid en Gelijke Kansen,
D. DONFUT

Bijlage Weddeschalen voor het personeel van het agentschap

De weddeschalen van het personeel van het agentschap worden enkel in overweging genomen ter hoogte van de weddeschalen van het paritair comité waaronder het agentschap valt of van het de Waalse Overheidsdienst, met volgende categorieën :

1. Directeur : A4;
2. Attaché : A6;
3. Gegradueerde : B3.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 29 januari 2009 tot uitvoering van het decreet van 3 februari 2008 betreffende de bestrijding van de mishandeling van bejaarde personen.

Namen, 29 januari 2009.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Sociale Actie, Gezondheid en Gelijke Kansen,
D. DONFUT